



# CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

## SEMINAIRE DES DIRIGEANTS EMERGENTS DU SECTEUR DE LA SECURITE PROGRAMME ACADEMIQUE BIOGRAPHIES

### Leadership

Le **colonel (retraité) Daniel Hampton** apporte plus de 25 ans d'expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et de la stratégie de défense des États-Unis en Afrique. En tant que directeur par intérim et professeur de pratique des études de sécurité, il supervise la gestion des programmes d'études et des programmes dans les domaines du renforcement des institutions de défense, de la stratégie de sécurité nationale et de la coopération civilo-militaire.

Au cours de sa carrière militaire, le colonel Hampton a été haut responsable de la défense des États-Unis en Afrique du Sud et attaché de défense au Malawi, au Lesotho, au Swaziland et au Zimbabwe. En outre, il a été conseiller politique principal auprès du président des chefs d'état-major interarmées pour la région de la Corne de l'Afrique. Le colonel Hampton est titulaire d'une maîtrise en études africaines de l'université de l'Illinois, d'une maîtrise en études stratégiques de l'U.S. Army War College de Carlisle, en Pennsylvanie, et d'une licence en histoire de l'université Wake Forest de Winston-Salem, en Caroline du Nord.

**Dr. Catherine Lena Kelly** est doyenne académique par intérim et professeure agrégée de justice et d'État de droit, et responsable des portefeuilles du CESA sur l'État de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Ses travaux portent sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'État de droit et la criminalité transnationale organisée. Elle est également membre à durée déterminée du Council on Foreign Relations.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Kelly était conseiller à l'American Bar Association Rule of Law Initiative, où son travail l'a conduite au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo et au Rwanda. Elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie en tant que boursière postdoctorale à l'université Washington de Saint-Louis. Au Foreign Service Institute du département d'État, Dr. Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique de l'Ouest et a co-dirigé les modules sur la gouvernance et la religion dans le cours sur les études régionales. Elle a obtenu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse publique Mellon/ American Council of Learned Societies, une subvention de l'Association de recherche sur l'Afrique de l'Ouest, plusieurs subventions de l'Université de Harvard, et deux bourses du ministère américain de l'éducation pour les langues étrangères et les études régionales pour la langue wolof et dix-huit mois de recherche doctorale au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de nombreuses publications, tant sous forme de livres que dans des revues politiques et universitaires.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration publique de l'Université de Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence avec mention très bien de l'Université de Washington à St Louis.

**Dr. Joel Amegboh** est professeur adjoint en études de sécurité africaine. Il est chargé de superviser la programmation académique du CESA sur le développement de stratégies de sécurité nationale et sur la jeunesse, la paix et la sécurité, et d'intégrer ces considérations dans la recherche et la diffusion du Centre.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Amegboh a travaillé pour plusieurs agences et départements des Nations Unies. Il s'agit notamment de la Division de la sensibilisation à l'éducation du Département de l'information publique (DPI) et de l'équipe opérationnelle intégrée du Mali, située au sein du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Ses recherches portent sur le plaidoyer pour la consolidation de la paix en Afrique et les changements de paradigme dans ce domaine, le terrorisme et les efforts de lutte contre le terrorisme, la sécurité humaine, le lien entre sécurité, développement et gouvernance, et le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits.

Dr. Amegboh est titulaire d'un doctorat en analyse et résolution des conflits de la Jimmy and Rosalynn Carter School for Peace and Conflict Resolution de l'université George Mason, d'une maîtrise en études sur le développement mondial et la paix et d'une licence en économie politique internationale et en diplomatie de l'université de Bridgeport, dans le Connecticut.

### **Discours d'orientation**

Son Excellence Nana Addo Dankwa Akufo-Addo est le 5<sup>e</sup> président de la 4<sup>e</sup> République du Ghana et a prêté serment pour un deuxième mandat le 7 janvier 2021.

Le président Akufo-Addo a fait ses études primaires à la Government Boys School, puis à la Rowe Road School, toutes deux situées à Accra Central. Il a ensuite enseigné à l'Académie d'Accra avant de matriculer à l'Université du Ghana en 1964 pour étudier l'économie. Après avoir obtenu son diplôme d'économiste, il a étudié le droit au Royaume-Uni et a été admis au barreau anglais (Middle Temple) en juillet 1971 et au barreau du Ghana en 1975.

En 1975, il rentre chez lui à Accra pour poursuivre sa carrière juridique. En 1979, il a cofondé le cabinet d'avocats Akufo-Addo, Prempeh & Co, qui est devenu l'un des plus importants cabinets d'avocats du Ghana. Akufo-Addo a utilisé sa pratique du droit pour défendre la cause des droits de l'homme, de l'État de droit, de la justice, de la liberté et de la démocratie. Il était connu pour offrir une assistance juridique gratuite aux pauvres et s'est battu pour les droits et libertés du peuple ghanéen. En effet, des nombreuses affaires constitutionnelles importantes de l'ère moderne, qui ont notamment protégé l'indépendance du pouvoir judiciaire, le droit du citoyen de manifester sans autorisation de la police et le droit d'accès égal de tous les partis politiques aux médias d'État, ont été menées par lui.

Le président Akufo-Addo a occupé de nombreux postes au Ghana. Il a été membre du Parlement pendant trois mandats (1997-2008). Il a également été procureur général et ministre de la Justice (2001-2003) et ministre des Affaires étrangères (2003-2007), tous deux sous le gouvernement de l'ancien président de la République du Ghana, John Agyekum Kufuor.

En tant que procureur général, il a été responsable de l'abrogation de la loi sur la diffamation criminelle, qui, jusqu'alors, avait été utilisée pour intimider les médias et criminaliser la liberté d'expression. En tant que ministre des Affaires étrangères, il s'est pleinement impliqué dans les efforts de paix de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en Sierra Leone, au Liberia, en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau, et a présidé le Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO en 2003.

Le président Akufo-Addo a été réélu pour diriger le NPP lors des élections générales de 2016. Il a remporté l'élection présidentielle cette année-là après avoir battu le président sortant. Il a été réélu à la présidence de la République du Ghana lors de l'élection du 7 décembre 2020 pour un second mandat.

La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA), le 3 juillet 2017, a nommé le président Akufo-Addo, "Champion de l'UA pour l'égalité des sexes" pour 2017, en reconnaissance de ses efforts en matière d'égalité des sexes au niveau continental. Il a également été nommé pour la première fois par le Secrétaire général des Nations unies en 2017 pour assurer la coprésidence des défenseurs des Objectifs de développement durable (ODD) du Secrétaire général aux côtés du Premier ministre norvégien Erna Solberg jusqu'à la fin de 2018 ; et a ensuite été reconduit à la coprésidence pour deux années supplémentaires.

## **Facilitateurs**

**Dr. Nathaniel Allen** est professeur assistant pour les études de sécurité, chargé de superviser la programmation académique du CESA sur la cybersécurité et les opérations de soutien à la paix et d'intégrer ces considérations dans la recherche et le rayonnement du Centre. Son travail se concentre sur les questions cybernétiques, les technologies émergentes, les relations civilo-militaires et les partenariats régionaux de sécurité en Afrique.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Allen était conseiller politique au sein du groupe de travail sur l'extrémisme dans les États fragiles de l'Institut américain pour la paix. Il a également travaillé au Bureau des opérations de conflit et de stabilisation du Département d'État américain, pour les commissions des affaires étrangères et des services armés de la Chambre des représentants des États-Unis, et avec le NORC au département des projets internationaux de l'Université de Chicago. Les recherches de Dr. Allen ont été publiées dans des revues et journaux politiques de premier plan. Il a reçu des bourses de l'American University, de la Robertson Family Foundation et de l'Institut américain de la paix, où il a été boursier Williams Jennings Randolph pour la paix en 2016-2017. Il est membre à durée déterminée du Council on Foreign Relations.

Dr. Allen est titulaire d'un doctorat en relations internationales et études africaines de la Johns Hopkins University School of Advanced International Studies, d'une maîtrise en études du développement de la Woodrow Wilson School de l'université de Princeton, et d'une licence en sciences politiques du Swarthmore College.

**Dr. Anouar Boukhars** est professeur de contre-terrorisme et de lutte contre l'extrémisme violent au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Il travaille en étroite collaboration avec les responsables gouvernementaux et non gouvernementaux africains du secteur de la sécurité pour élaborer et mettre en œuvre des activités et des programmes liés au contre-terrorisme et à la lutte contre l'extrémisme violent. Ses recherches portent sur les dynamiques de radicalisation et d'extrémisme violent en Afrique.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Boukhars était chargé de mission non résident dans le cadre du programme pour le Moyen-Orient au Carnegie Endowment for International Peace et professeur associé de relations internationales au McDaniel College. Il a fait partie de plusieurs conseils et comités consultatifs sur le Sahel et l'Afrique du Nord, notamment du Réseau africain de consolidation de la paix du Social Science Research Council. D'août 2015 à juillet 2017, le Dr Boukhars a travaillé à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité à Addis-Abeba, en Éthiopie, en tant que facilitateur principal de son programme phare, l'Executive Masters in Managing Peace and Security in Africa. Ses recherches ont été publiées dans de nombreuses publications politiques et revues universitaires de premier plan. Il effectue régulièrement des travaux de terrain en Afrique et consulte fréquemment pour l'Union africaine, la Banque mondiale, les Nations unies, le département d'État américain et les gouvernements européens.

Le Dr Boukhars est titulaire d'un doctorat en études internationales de l'Old Dominion University de Norfolk, en Virginie, d'une maîtrise en sciences humaines appliquées de l'Université Al Akhaweyn d'Ifrane, au Maroc, et d'une licence en littérature anglaise de l'Université Ibn Tofail de Kenitra, au Maroc.

**Dr. Fairlie Chappuis** est une experte indépendante en matière de conflits et de sécurité, avec quatorze ans d'expérience dans la recherche, le développement de politiques et les opérations, notamment en Afrique. Elle est une experte inscrite sur la liste de l'Équipe consultative du secteur de la sécurité internationale et a réalisé des projets pour l'Union européenne, le Conseil danois pour les réfugiés, le Small Arms Survey et le NYU Center for International Cooperation, entre autres. Auparavant, elle a travaillé au DCAF Genève et à la Freie Universität Berlin, et a également été chercheuse invitée au Kofi Annan Institute for Conflict Transformation à l'Université du Liberia, au Stimson Center à Washington DC et à swisspeace à Berne. Elle est titulaire d'une maîtrise de l'Institut universitaire de Genève et d'un doctorat de l'Institut Otto Suhr de sciences politiques de la Freie Universität Berlin.

**Dr. Luka Biang Deng Kuol** est consultant indépendant et professeur adjoint distingué d'études sur la sécurité africaine au Centre d'études stratégiques de l'Afrique de la National Defense University à Washington. Ses domaines d'expertise comprennent les liens entre le développement, la sécurité et la gouvernance, la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques, l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de sécurité nationale en Afrique, la gestion des ressources de sécurité en Afrique, les transitions post-conflit, la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, les moyens de subsistance, la vulnérabilité et la sécurité alimentaire et les liens entre l'humanitaire et le développement.

Le Dr Kuol est également membre de l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO), membre du Rift Valley Institute et professeur associé d'économie (en congé) à l'université de Juba, au Sud-Soudan. Il est membre du Conseil consultatif du secteur de la sécurité des Nations unies, membre

du Réseau africain du secteur de la sécurité et membre fondateur de la South Sudan Studies Association. Il fait également partie du comité de rédaction du *Disasters Journal*, publié par l'Overseas Development Institute du Royaume-Uni.

Il a été le doyen de la faculté et des affaires académiques du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. En outre, il a dirigé le corps enseignant de trois programmes universitaires : Développement et mise en œuvre de la stratégie de sécurité nationale en Afrique, Gestion des ressources de sécurité en Afrique, et Nouveaux leaders du secteur de la sécurité en Afrique. Avant de rejoindre le CESA, le Dr Kuol a été directeur de l'Institut d'études sur la paix, le développement et la sécurité à l'Université de Juba, au Sud-Soudan. Il a également été membre du corps enseignant de la faculté d'économie et de développement rural de l'université de Gezira au Soudan. Il a été chercheur résident à la Harvard Kennedy School et chercheur invité à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles du gouvernement du Sud-Soudan et ministre national des affaires du cabinet de la République du Soudan. Il a également travaillé en tant qu'économiste principal pour la Banque mondiale au Sud-Soudan. Il est le fondateur du New Sudan Center for Statistics and Evaluation, devenu le South Sudan Bureau of Statistics.

Il a publié des articles scientifiques dans un grand nombre de revues internationales prestigieuses et a contribué à la rédaction de nombreux chapitres dans divers ouvrages. Il a également été réviseur pour plus de quinze revues renommées évaluées par des pairs. Il est l'auteur principal de l'ouvrage *National Security Strategy Development in Africa : Toolkit for Drafting and Consultation* publié par le CESA. Il est coéditeur d'un livre intitulé « *The Struggle for South Sudan : Challenges of Security and State Formation* », coéditeur d'un livre intitulé « *Abyei : Between Two Sudan* » et auteur de deux livres intitulés « *Confronting Civil War : Vulnerability and Resilience in South Sudan and Sudan* » et « *Why Does Famine Persist in Africa ?* »

Il est titulaire d'une licence en sciences de la faculté d'économie et d'études sociales de l'université de Khartoum, au Soudan, d'une maîtrise en économie et d'un master en administration des affaires de l'université catholique de Louvain, en Belgique, et d'un doctorat de l'Institute of Development Studies (IDS) de l'université du Sussex, au Royaume-Uni.

**Dr. Martha Mutisi** est une universitaire et une praticienne qui possède plus de 15 ans d'expérience à l'intersection entre la paix, la sécurité, la résolution des conflits, la gouvernance et le développement. Actuellement la Chargée de programme au sein du programme Démocratie et gouvernance inclusive (DIG) du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), elle a pour rôle de soutenir et d'entreprendre des recherches et des analyses politiques fondées sur des données probantes qui aident les citoyens et les autorités publiques à s'attaquer aux sources des conflits violents, de l'insécurité, de la fragilité et de la mauvaise gouvernance, tout en reconnaissant l'impératif d'une approche des solutions qui transforme le genre.

Auparavant, Mutisi a brièvement travaillé pour ONU Femmes (Zimbabwe) en tant que spécialiste principale du programme sur le genre, la paix et la sécurité. Avant cela, Mutisi était chercheuse principale et directrice du département des interventions à ACCORD, où elle a coordonné les plans stratégiques et opérationnels du département, en plus de fournir des contributions techniques. Mutisi a supervisé les activités des unités de consolidation de la paix, de rétablissement de la paix, de maintien de la paix et de formation, ainsi que des programmes

nationaux d'ACCORD. Mme Mutisi a également travaillé en tant que consultante et conseillère, ainsi qu'avec de nombreuses organisations multilatérales, notamment l'Union européenne (UE), les Nations unies, l'Union africaine (UA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), ainsi que la Force en attente de l'Afrique de l'Est (FAE). Les domaines de recherche de Martha comprennent les processus de médiation, la réforme du secteur de la sécurité, la démocratisation et la réforme de la gouvernance dans la justice transitionnelle et la reconstruction et le développement post-conflit.

Dr. Mutisi a reçu une bourse Fulbright (2006-2010) et une bourse Josh Weston (2008-2010). Elle est titulaire d'un doctorat en analyse et résolution des conflits de l'université George Mason (États-Unis), d'un master en paix et gouvernance de l'université d'Afrique et d'un master en sociologie et anthropologie de l'université du Zimbabwe. Elle a co-rédigé un livre intitulé "*Deconstructing Women, Peace, and Security: A Critical Review of Approaches to Gender and Women's Empowerment*" (HRSC Press, 2016).

**Dr Émile Ouédraogo** est professeur adjoint de pratique au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, spécialisé dans les questions portant sur l'élaboration de stratégies de sécurité nationale et à la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité. Depuis 2007, il a travaillé avec le CESA sur plus de 60 activités en tant que conférencier, animateur et auteur. Il travaille également avec les Nations Unies, l'Union Africaine, la CEDEAO, Just Future, Partners Global, la Fondation Konrad Adenauer, et Friedrich Ebert Stiftung. Il est membre du comité exécutif du Réseau africain du secteur de la sécurité et président fondateur de la Fondation pour la Sécurité du Citoyen du Burkina Faso.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Ouédraogo a effectué une mission de six mois avec l'Union africaine en 2017 en tant qu'expert en réforme du secteur de la sécurité et en gouvernance pour Madagascar. Il est actuellement consultant expert senior pour l'ONU au Mali et également expert international en RDC pour le projet néerlandais « Just Future ». En tant que ministre de la Sécurité du Burkina Faso de 2008 à 2011, il a initié et élaboré une stratégie de sécurité intérieure et a opérationnalisé le concept de police de proximité et de participation communautaire dans la gestion des questions de sécurité.

Après 32 ans de service dans l'armée burkinabé, il a pris sa retraite en 2012 en tant que colonel, après avoir occupé des postes tels que celui de conseiller du Premier ministre, de commandant du régiment de soutien et de chef de la division du renseignement militaire à l'état-major de l'armée. Le Dr Ouédraogo a été parlementaire à l'Assemblée nationale du Burkina Faso et au Parlement de la CEDEAO, où il a siégé aux commissions des affaires politiques, de la paix, de la défense et de la sécurité. A ce titre, il a effectué des missions d'information et d'investigation dans la plupart des 15 pays de la CEDEAO.

Il a obtenu un doctorat avec mention du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, en France, sur la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance dans la région de la CEDEAO.

En tant que haut représentant du Portugal, le **capitaine Joaquim Pacheco dos Santos** assure la liaison entre le CESA et le ministère portugais de la Défense, coordonnant les échanges sur la

politique africaine en matière de sécurité et d'études académiques. Il est également modérateur et conférencier lors des programmes universitaires du CESA.

Avant de rejoindre le CESA, le capitaine Pacheco dos Santos a été assistant exécutif et conseiller du commandant de l'Académie navale d'Angola à Luanda. De 2015 à 2017, il a été le commandant de l'École des Marines, et en 2017, il a été le commandant adjoint du Corps des Marines portugais. En outre, le capitaine Pacheco dos Santos a été commandant du corps des cadets de l'Académie navale portugaise de 2010 à 2013, chef du département de psychologie de l'Académie navale de 2005 à 2010 et chargé de cours sur le comportement organisationnel à l'Académie navale de 2005 à 2010. Le capitaine Santos a été le chef du département de la formation au comportement organisationnel et au leadership de 2002 à 2005 et le commandant de l'unité des péniches de débarquement du corps des Marines de 1999 à 2002.

Le capitaine Santos est titulaire d'un doctorat en gestion et comportement organisationnel de l'Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise (ISCTE) de Lisbonne et d'une maîtrise en comportement organisationnel de l'Institut supérieur de psychologie appliquée (ISPA) de Lisbonne. Le capitaine Santos est conférencier invité sur le leadership, la motivation et l'éthique des entreprises et des affaires à l'ISCTE-IUL à l'université de Lisbonne depuis 2005. Il a publié plusieurs articles scientifiques sur le développement et la formation des chefs d'équipe.

**Mme Oury Traoré**, originaire du Mali, est consultante internationale senior et conseillère pour le CMI - Martti Ahtisaari Peace Foundation. Ses principaux domaines de compétences sont les suivants : Maintien de la paix/soutien à la FAA/APSA et à la FAC ; dialogue et médiation ; genre/ intégration du genre ; engagement de la jeunesse ; conseils stratégiques sur la politique et l'architecture de la RSS ; coopération avec la société civile/OSC ; droits humains/code de conduite ; alerte précoce ; prévention des conflits et consolidation de la paix ; transitions post-conflit ; Changement climatique et conflit ; Criminalité transnationale organisée (COT) ; Suivi et évaluation (S & E) ; Développement organisationnel (DO) et gestion du changement ; Coaching et leadership ; Modération et facilitation d'ateliers et de formations ; Gestion des frontières/sécurité des frontières ; Police communautaire ; Formation de la police (préparation conceptuelle).

Les clients de Mme Traoré comprennent l'Union africaine (UA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union européenne (UE), l'Organisation des Nations unies (ONU) et les institutions de formation aux opérations de soutien de la paix (OSP) en Afrique, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), le Centre africain pour la résolution constructive des conflits (ACCORD), la GIZ (Coopération allemande au développement), la Coopération suédoise au développement (Sida), d'autres partenaires majeurs du développement, des ONG internationales, des OSC africaines, etc.

Avant de travailler en tant que consultante, Mme Traoré a occupé, pendant une courte période, le poste de directrice exécutive de Partners West Africa. Elle a été directrice de programme régionale du Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP - régional), chargée de programme principale à l'Institut des droits de l'homme et du développement en Afrique (IHRDA - Gambie) et associée de programme pour le Groupe international de droit des droits de l'homme (IHRDLG) - (Washington DC). Elle travaille principalement dans les pays post-conflit d'Afrique et plus particulièrement avec les institutions de paix et de sécurité en Afrique de

l'Ouest. Elle a également travaillé aux États-Unis, en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Yémen, etc.

Mme Traoré est actuellement présidente du conseil d'administration de Greenpeace Afrique (GPAf) et administratrice de Greenpeace International (GPI). Elle est titulaire d'une maîtrise en développement international durable (DID) de la Heller School of Social Policy de l'université de Brandeis (MA, États-Unis), d'une deuxième maîtrise en droits humains et démocratisation de l'Université européenne interdisciplinaire (EUIC) basée à Venise, en Italie, et d'une licence en sociologie du Berea College (KY, États-Unis). Elle est également titulaire de certificats en Integrated Mission Planning Process (IMPP), Gestalt Organizational and Systems Development (OSD) et elle est formatrice certifiée en médiation et dialogue de la CEDEAO. Elle a publié un certain nombre d'ouvrages et parle couramment l'anglais et le français.

## **Panélistes**

**Dr. Kwesi Aning** est professeur titulaire et directeur de la faculté des affaires académiques et de la recherche (FAAR), du Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix et titulaire de la chaire Claude Ake au Nordic Africa Institute et à l'université d'Uppsala. Il a été le premier expert de l'UA en matière de lutte contre le terrorisme de 2005 à 2007. En 2006 et 2014, il a rédigé l'évaluation approfondie indépendante à mi-parcours du Programme mondial de renforcement du régime juridique contre le terrorisme et, en 2008, un rapport du Secrétaire général des Nations unies sur l'Union africaine relatif à la paix et à la sécurité pour le Conseil de sécurité des Nations unies. Jusqu'en janvier 2019, il a fait partie du groupe consultatif du Secrétaire général des Nations unies pour le Fonds pour la consolidation de la paix. Il est spécialisé dans les économies de maintien de la paix, les ordres politiques et de sécurité hybrides, les transitions démocratiques, les processus de gouvernance et la criminalité organisée. En 2021, il a été consultant principal pour l'évaluation indépendante du projet de soutien aux Maldives en matière de lutte contre le terrorisme, et a récemment été nommé expert des Nations unies pour l'évaluation des interventions antiterroristes de l'UE au Sri Lanka. Ses publications récentes comprennent "Changing Conflict Environments and the Future of UN Peacekeeping Operations" dans la *German Review on the United Nations*, "Hybrid Security Provision in African Postcolonial Settings : The Case of Burkina Faso and Sierra Leone" dans l'*International Journal of Security and Development*, et "Neoliberalism and Women's Collective Action in West Africa and the Sahel" dans *Review of African Political Economy*.

**Mme Nanténé Coulibaly** est l'analyste de l'alerte précoce pour la Commission de la CEDEAO à Abuja, au Nigeria. À ce titre, Mme Coulibaly coordonne les projets liés à l'évaluation des risques et des vulnérabilités des États membres de la CEDEAO, notamment les évaluations des risques de conflit, les études sur les systèmes de conflit en Afrique de l'Ouest et la mise en place de mécanismes nationaux d'alerte précoce et de réponse. Depuis 2015, elle est l'analyste responsable du portefeuille " Crime et criminalité " de la CEDEAO.

Auparavant, Mme Coulibaly était une avocate de la défense et de la protection des droits de l'homme et des défenseurs des droits de l'homme, travaillant pour la RADDHO, le COSEF et l'organisme d'autorégulation des médias CRED, tous au Sénégal. Elle a également travaillé pour la coopération allemande pendant plus de dix ans en tant que chargée de programme pour des projets sur les droits de l'homme, le genre, la sécurité régionale, la démocratie et la gouvernance.



Mme Coulibaly a suivi plusieurs cours et programmes de formation dans de nombreux pays, notamment au Geneva Center for Security Policy (GCSP) et au Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique (CESA). Elle parle l'allemand, l'anglais et le français, et a des connaissances rudimentaires en portugais. Originaire du Sénégal, Mme Coulibaly a fréquenté le Lycée John F. Kennedy à Dakar, et a terminé ses études supérieures à l'Université Cheikh Anta Diop, où elle a obtenu sa maîtrise et son DEA (MPhil). Elle est également titulaire d'un diplôme de troisième cycle en études diplomatiques et stratégiques du Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques (CEDS).

Nanténé est actuellement doctorante en Relations Internationales et Diplomatiques au CEDS.

**Mme Awa Dabo** est une avocate spécialisée dans les droits humains et possède une vaste expérience dans le domaine du redressement des crises, de la consolidation de la paix, de la justice transitionnelle, des affaires humanitaires et du développement. Awa a occupé plusieurs postes au sein des Nations Unies, dont celui de Chef de la surveillance et de l'appui aux pays, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique. Awa était auparavant conseillère principale et chef de l'équipe chargée de la politique et de l'engagement en matière de crise et de fragilité au sein du Bureau des crises du PNUD, directrice de pays pour le PNUD en Tanzanie, ainsi que directrice de programme régional et chef d'équipe au sein du Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD.

Awa a de l'expérience tant au siège que dans les bureaux nationaux, ayant travaillé sur et/ou en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes, et en Europe. Awa a également travaillé avec l'unité de réponse aux crises du PNUD à New York, en tant que coordinatrice de crise pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes. Au PNUD à Genève, Awa a travaillé comme spécialiste de la gouvernance transitoire, puis comme spécialiste de la réintégration. Au sein du PNUD Libéria, Awa a été spécialiste technique en chef et gestionnaire de programme pour le programme des droits humains et de la protection.

Au cours de sa carrière professionnelle, Awa a travaillé avec d'autres entités des Nations unies et non des Nations unies, notamment le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), le Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies (DPKO, aujourd'hui DPO) et la Société africaine de droit international et comparé - une ONG de droit international basée à Londres, en Angleterre.

Awa est titulaire d'un LLM en droit international des droits humains de l'Université de Nottingham (1996) et d'un BA en droit, sociologie et anthropologie sociale de l'Université de Keele (1994). Awa est actuellement directrice et directrice adjointe du Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

**M. Osei Dickson** est un avocat de renommée internationale spécialisé dans la sécurité nationale, un auteur, un cyber expert et un notaire. Il a fait ses études à l'université du Ghana, à l'université de Harvard et à la faculté de droit du Ghana.

Il est spécialisé dans le droit international, le droit et la politique cybernétiques, le droit de la sécurité nationale, l'élaboration de stratégies de sécurité nationale et la gouvernance des risques extrêmes liés à la sécurité collective – cyber, maritime, frontalière et intérieure. Diplômé de l'Uni en 1996, il a 24 ans d'expérience dans des rôles opérationnels impliquant le droit des sociétés, la gestion et le leadership, ainsi qu'une expérience de conseil aux hauts fonctionnaires et aux décideurs politiques. M. Dickson est un avocat spécialisé dans les litiges et l'un des principaux avocats d'Afrique dans les domaines de la gouvernance de la sécurité, du renseignement de sécurité nationale, de la cybernétique, des frontières, des affaires maritimes, CBRN et nucléaires. Il est membre du barreau du Ghana, de l'Association internationale du barreau, de l'Association mondiale de droit médical, de la Société internationale de droit militaire et de l'Institut mondial pour la sécurité nucléaire.

Il a reçu le premier prix de la 44e compétition de tribunal fictif de l'école de droit du Ghana, qui s'est tenue à la Cour suprême. En 2016, il a remporté le 4e débat Joy Fm sur l'intelligence sécuritaire avec le Dr Kwesi Aning. En 2019, son livre "Dickson on Principles of Security Law" a remporté le Tarzan Book Prize for Security Law. Il est l'auteur de trois livres, maître de conférences, membre du conseil d'administration du Ghana's Financial Intelligence Center et point focal national pour la Cour pénale internationale. M. Dickson contribue fréquemment aux programmes internationaux organisés par l'ONU, l'UA, l'OMS, le gouvernement des États-Unis, le gouvernement du Ghana et l'UE. Il a été modérateur, orateur principal, chef d'équipe, participant et expert au Kenya, au Nigeria, au Malawi, en Éthiopie, en Colombie, en Russie, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Allemagne, en Suisse, aux Émirats arabes unis, en Israël et en Chine.

**Le Général Birame Diop** est conseiller militaire au Département des opérations de paix des Nations unies. Il a été nommé à ce poste par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, le 25 mai 2021. Le général Diop a plus de 30 ans d'expérience militaire, ayant précédemment occupé le poste de chef d'état-major de la défense des forces armées sénégalaises. Avant cette nomination, il a occupé le poste de conseiller à la sécurité nationale auprès du président du Sénégal. Le général Diop a également été chef d'état-major et chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air sénégalaise. En tant que pilote de l'armée de l'air sénégalaise, il a accumulé un total de 7 000 heures de vol.

Le Général Diop a étudié à l'Académie Royale de l'Air du Maroc, à l'Université de Californie Californie, l'Air University d'Alabama et le Collège Inter Armées de Paris. Le général Diop est un universitaire et un praticien qui a travaillé pendant de nombreuses années avec le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA), en tant qu'animateur et conférencier dans un large éventail de séminaires. Il a été boursier du National Endowment for Democracy et du Woodrow Wilson Center, où il a mené des recherches sur la réforme du secteur de la sécurité en Afrique subsaharienne. Le général Diop a publié plusieurs articles sur les capacités de transport aérien stratégique, la réforme du secteur de la sécurité, les relations entre le secteur civil et le secteur de la sécurité en Afrique sub-saharienne et la sécurité nationale et le droit à l'information (NSRI). Il est doctorant en Diplomatie et Relations Internationales au Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques de Dakar, Sénégal.

Le général Diop a inventé une approche locale de la gestion de la sécurité des frontières, fondée sur la population locale. Il a également collaboré avec le US Africa Command et le CESA pour

créer un réseau de conseillers africains en matière de sécurité nationale des 15 États membres de la CEDEAO. En outre, il a facilité l'élaboration de stratégies de sécurité nationale en Afrique grâce au soutien de l'US AFRICOM et du CESA. Il a également beaucoup travaillé sur la dimension du genre dans la réforme de la sécurité en Afrique. Enfin, le général Diop a beaucoup travaillé à la professionnalisation des armées africaines.

Le général est marié et a quatre enfants adultes, deux petites-filles et deux petits-fils.

**M. Mvemba Phezo Dizolele** est chercheur associé et directeur du programme Afrique au Center for Strategic and International Studies (CSIS). Il est également maître de conférences en études africaines à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Avant le CSIS, il était conseiller principal pour l'Afrique à l'Institut républicain international. Auparavant, il était coordinateur de cours pour l'Afrique centrale et australe à l'U.S. Foreign Service Institute. Il a également été distingué par Peter J. Duignan et membre national de la Hoover Institution de l'université de Stanford. Dizolele a témoigné pour les deux chambres du Congrès américain, ainsi qu'au Conseil de sécurité de l'ONU. Il a été observateur et délégué électoral international dans plusieurs pays, notamment au Nigeria, en Éthiopie et en République démocratique du Congo, où il a également été intégré aux forces de maintien de la paix des Nations unies en Ituri et au Sud-Kivu en tant que reporter. Les analyses de M. Dizolele ont été publiées dans le *Journal of Democracy*, le *New York Times*, *Newsweek International*, l'*International Herald Tribune*, *Foreign Policy*, *Foreign Affairs*, *New Republic*, *Forbes*, *St. Louis Post-Dispatch* et d'autres organes. Commentateur fréquent des affaires africaines, il a été l'analyste invité des émissions NewsHour et Foreign Exchange de PBS ; Tell Me More, On Point et Diane Rehm Show de NPR ; World News Update de la BBC ; et The Stream, NewsHour et Inside Story d'Al Jazeera. Dizolele est titulaire d'un MBA international et d'un MPP de l'Université de Chicago. Il est un vétéran de la Réserve du Corps des Marines des États-Unis et parle couramment le français, le norvégien, l'espagnol, le swahili, le kikongo et le lingala et maîtrise le danois et le suédois. Il est l'auteur d'une biographie à paraître, *Mobutu : The Rise and Fall of the Leopard King* (Random House).

**Dr. Adedeji Ebo** est actuellement chef du Service des armes conventionnelles du Bureau des affaires de désarmement des Nations unies (depuis mars 2020). Il était jusqu'alors le chef pionnier de l'Unité de la réforme du secteur de la sécurité (RSS), Bureau de l'État de droit et des institutions de sécurité (OROLSI), Département des opérations de paix, New York, depuis août 2008, avec des affectations intermittentes en tant que directeur des affaires politiques au Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, UNOWAS (2017-2019), à l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (2015-2016), et au Bureau des Nations unies au Mali (2013). Avant de rejoindre l'ONU, il était chercheur associé et chef fondateur du programme Afrique au Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF). Il a été professeur associé et chef du département des sciences politiques et des études de défense à l'Académie de défense du Nigeria. Il est diplômé de l'université de Keele, en Angleterre (BA, relations internationales), de la London School of Economics and Political Science (MSc, Politics of the World Economy) et de l'université Bayero, au Nigeria (PhD, relations internationales). Sa dernière publication est : *The United Nations and Security Sector Reform : Policy and Practice* (coédité avec le professeur Heiner Hanggi), publié par LIT VERLAG, 2020.

**M. Martin Ewi** est coordinateur technique du projet ENACT (Enhancing Africa's Response to Transnational Organized Crime, en français Renforcer la capacité de l'Afrique à répondre plus

efficacement à la criminalité transnationale organisée) à l'Institut d'études de sécurité (ISS) de Pretoria, en Afrique du Sud. À ce titre, il mène des recherches et des analyses, coordonne et gère les cinq observatoires régionaux de la criminalité organisée en Afrique, surveille les tendances, émet des recommandations et fournit une formation et une assistance technique. Précédemment, il a été chercheur principal à l'ISS dans les domaines du terrorisme, de la lutte contre le terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique.

Avant de rejoindre l'ISS en 2010, Martin a également été chargé des affaires politiques à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye et responsable de l'unité de sécurité stratégique de l'Union africaine et de l'analyse antiterroriste.

**Dr. Christopher Fomunyoh** est actuellement associé principal et directeur régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale au NDI. Il a organisé et a conseillé les missions internationales d'observation des élections au Bénin, au Cameroun, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, à Madagascar, au Mali, au Nigéria et à la Sierra Leone. Il a également conçu et supervisé des programmes de soutien spécifiques au pays de la démocratie avec les organisations civiques, les partis politiques et les organes législatifs au Bénin, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Ghana, en Guinée-Bissau, en Guinée-Conakry, au Libéria, au Mali, à Madagascar, au Niger, au Nigéria, en Gambie, au Sénégal et au Togo. Dans le cadre de son travail, le Dr Fomunyoh interagit régulièrement avec les chefs d'État et de gouvernement, les ministres, les élus et les dirigeants politiques et civiques. Il a récemment conçu et a aidé au lancement de l'initiative les hommes d'État de l'Afrique (ASI), un programme visant à faciliter les transitions politiques en Afrique en encourageant les anciens chefs d'État démocratique à rester engagés dans les questions humanitaires, la médiation des conflits, la santé publique et d'autres secteurs clés de la vie politique, économique et du développement humain sur le continent.

En tant qu'expert de la démocratisation en Afrique, le Dr Fomunyoh fait souvent des apparitions sur les grands réseaux de radio et de télévision dont CNN, BBC, NewsHour, National Public Radio, la Voix de l'Amérique et Radio France Internationale, et fournit des interviews pour les grands journaux nationaux et internationaux, y compris le Los Angeles Times, le New York Times, le Washington Post, le Washington Times, Le Monde et International Herald Tribune. Il a publié un certain nombre d'articles dans des revues spécialisées sur la politique africaine et la démocratisation.

Dr Fomunyoh a beaucoup voyagé en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord et est parfaitement bilingue en anglais et en français. Il est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Yaoundé, au Cameroun, d'une maîtrise (LL.M.) en droit international de l'école de droit de Harvard et d'un doctorat en sciences politiques de l'université de Boston. Le Dr Fomunyoh est un membre de la faculté associé au centre d'études stratégiques sur l'Afrique et un ancien professeur adjoint de la politique africaine et de gouvernement à l'université de Georgetown. Il est également le fondateur d'une organisation sans but lucratif [www.tffcam.org](http://www.tffcam.org) intéressée à soutenir la démocratie et les causes humanitaires au Cameroun.

**Dr. Gueye Abdou Lat** est le directeur de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO, un poste qu'il occupe depuis 2014. Avant ce rôle, il a été nommé par la CEDEAO en 2004 comme le premier personnel permanent du Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité (PAPS) pour construire le système d'alerte précoce de la CEDEAO et en 2009, le système a été considéré

comme l'un des plus avancés sur le continent et est devenu une référence pour l'UA et d'autres communautés économiques régionales. Avant de rejoindre la CEDEAO, Abdou Lat a exprimé pendant dix-sept ans sa passion pour l'éducation en tant que maître de conférences/consultant en géographie à l'Université d'Ife au Nigeria. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences et technologies de la géo-information de l'Université de Twente, Enschede, Pays-Bas et d'un doctorat en systèmes d'information géographique de l'OAU, Ife, au Nigeria.

À la tête du Système d'alerte précoce de la CEDEAO, il a ardemment fait avancer sa vision d'un mécanisme d'alerte précoce et de réponse robuste, efficace et décentralisé dans la région de la CEDEAO. Sous sa direction, le Système régional d'alerte précoce de la CEDEAO a défini une approche de sécurité humaine sur mesure pour l'alerte précoce et la réponse précoce, guidée par les données, basée sur des paramètres thématiques identifiés et axée sur des liens efficaces entre l'alerte précoce et la réponse précoce pour la prévention des conflits en amont. Abdou Lat s'est fait le champion de nombreuses initiatives clés du Système d'alerte précoce de la CEDEAO, notamment la mise en place de mécanismes nationaux d'alerte précoce et de réponse dans les États membres de la CEDEAO, l'incorporation de SIG et de technologies de pointe dans le Système d'alerte précoce, l'intégration du genre dans l'alerte précoce, le développement en cours d'un indice régional de risque et de vulnérabilité de la CEDEAO et l'établissement d'infrastructures de paix dans toute la région.

Pendant son temps libre, il est un habile joueur de dames et a remporté plusieurs prix au niveau local et international. Abdou Lat est marié à Nekhou et ensemble ils ont quatre adorables garçons et une fille.

**Dr. Nnenna Ifeanyi-Ajufo** est professeur agrégé de droit et directrice de la faculté de droit de la Buckinghamshire New University, au Royaume-Uni. Ses intérêts d'enseignement et de recherche concernent l'intersection du droit et de la technologie, notamment la gouvernance des technologies émergentes, la cybercriminalité, les droits numériques et l'état de droit dans le cyberspace. Elle enseigne également le droit et les sujets liés à la technologie à l'université de Swansea, au Royaume-Uni. Elle est titulaire d'une licence en droit (LLB), d'une licence en droit (BL), d'un LLM en droit international des technologies de l'information, d'un MA en études africaines et d'un LLD en droit international. Elle est également titulaire d'un certificat de troisième cycle en pratique académique internationale et est membre de la Higher Education Academy (FHEA). Elle est actuellement vice-présidente du groupe d'experts en cybersécurité de l'Union africaine (AUSCEG) et membre du groupe de travail de l'Association de droit international sur les défis numériques pour le droit international. Elle est également chargée de recherche principale au Centre africain pour la justice pénale internationale, membre de l'équipe du Centre de recherche sur les cybermenaces (CYTREC) de l'Université de Swansea, au Royaume-Uni, et contribue à la rédaction des « Directions » du projet Cyber Direct de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne. En mars 2022, elle a été désignée par la mission des États-Unis auprès de l'Union africaine pour participer au programme de leadership des visiteurs internationaux (IVLP) du département d'État des États-Unis sur la « promotion de la cybersécurité ». Nnenna a été invitée en tant qu'experte ou nommée consultante par d'éminentes organisations telles que la Chatham House, l'Union africaine, le Commonwealth et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Elle a participé à plusieurs initiatives qui créent une plateforme pour l'engagement des connaissances, la recherche et le renforcement des capacités pour la cyber-gouvernance, la cybersécurité et les droits numériques. Elle a été

invitée à s'exprimer lors de plusieurs conférences et événements, notamment des événements organisés par le Conseil de l'Europe, le Forum sur la gouvernance de l'Internet, le Commonwealth, l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement et de nombreuses autres organisations et universités. En 2020, elle a été nommée parmi les 50 personnes à la pointe de l'innovation juridique en Afrique, lors de l'Africa Legal Innovations Award. Elle a écrit pour un large éventail de projets de recherche, de revues et de publications médiatiques, notamment en participant à des débats médiatiques sur les initiatives et les politiques gouvernementales liées à la cybersécurité, à l'état de droit dans le cyberspace et, plus généralement, à la gouvernance des technologies numériques.

**Dr. Willene A. Johnson** est consultante et conseille les institutions, les gouvernements nationaux et les organisations internationales sur les questions liées à la finance et au développement. Ses missions actuelles portent sur la consolidation de la paix et le renforcement des capacités dans les secteurs de la sécurité des pays africains. À cette fin, elle anime des ateliers pour les praticiens engagés dans la planification stratégique et la budgétisation, ainsi que dans le maintien de la paix et la reconstruction économique. Dr. Johnson était auparavant directrice exécutive américaine de la Banque africaine de développement, membre du Comité des Nations unies pour la politique de développement, coprésidente du Comité régional africain de la Fondation Grameen et présidente du Comité consultatif pour l'Afrique subsaharienne de la Banque américaine d'import-export. Le travail de Dr. Johnson sur l'Afrique bénéficie de son expérience globale de l'économie et de la finance, acquise pendant vingt ans au sein du système de la Réserve fédérale, où elle a assumé des responsabilités de recherche et opérationnelles dans le domaine des devises et des marchés financiers internationaux. Dr. Johnson a été professeur auxiliaire à l'Institut américain pour la paix et aux universités de Columbia et de Cornell et a récemment siégé au conseil d'administration de l'université de Tuskegee. Elle est titulaire de diplômes en sciences sociales (Radcliffe College, Université de Harvard) et en histoire africaine (Université de St. John's) ainsi que d'un doctorat en économie du développement (Université de Columbia). En reconnaissance de son expertise en matière de gouvernance et d'administration publique, Dr. Johnson a récemment été élue membre de la National Academy of Public Administration.

**Dr. Ali Kamal-Deen** (Kamal) est maître de conférences à l'Université des études professionnelles d'Accra, ainsi que membre fondateur et directeur exécutif du Center for Maritime Law and Security Africa (CEMLAWS Africa). Il est professeur adjoint de droit à l'université Nelson Mandela, en Afrique du Sud, et conférencier invité à l'Institut international de droit maritime (Malte) et à l'Institut interrégional de sécurité maritime (ISMI), à Abidjan. Kamal possède un excellent mélange d'expérience professionnelle et académique qui couvre le droit international, les relations internationales, la gouvernance des océans, la défense et la sécurité. Il a servi pendant 20 ans dans les forces armées ghanéennes, au cours desquelles il a assumé de multiples fonctions, dans son pays et à l'étranger. Il est consultant et expert technique auprès d'un certain nombre d'institutions internationales. Il est membre du Council on Foreign Relations, Ghana, chercheur principal au Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité et associé au Corbett Centre for Maritime Policy Studies, Royaume-Uni. Il est actuellement membre du comité de rédaction du Journal of Defence, Security and Strategy et du comité consultatif du projet STRONG High Seas.

Il est titulaire d'un doctorat (avec mention spéciale) de l'université de Wollongong, en Australie. Ses autres qualifications universitaires comprennent une maîtrise en droit, une maîtrise en

affaires internationales et une licence en droit. Il a publié de nombreux ouvrages et son livre « Maritime Security Cooperation in the Gulf of Guinea : Prospects and Challenges » (2015) est considéré comme une contribution importante à la connaissance mondiale. En tant qu'expert technique auprès du Haut Panel des Nations unies sur l'économie océanique durable, il a récemment co-écrit le Livre bleu 16, intitulé « La criminalité organisée dans le secteur de la pêche », qui a été lancé le 18 août 2020. Il est l'un des rédacteurs du volume II du projet de livre « The Law of the Sea – Contemporary Norms and Practice in Africa », dont la publication est prévue en 2022.

Le **brigadier général (professeur) Dan Kuwali** sert dans les forces de défense du Malawi en tant que chef des services juridiques et juge-avocat général. Il est professeur extraordinaire de droit international et de relations internationales à l'université de Pretoria et professeur invité à l'université de Lund, en Suède, où il a également obtenu sa maîtrise et son doctorat en droit international. Il a été membre de la Harvard Kennedy School of Government et a été conseiller juridique auprès de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo. Il est actuellement membre et chercheur au United States Army War College en Pennsylvanie.

Il est l'actuel président du Comité national du droit international humanitaire du Malawi. Il a été plénipotentiaire pour la République du Malawi lors des négociations sur la Convention sur les armes à sous-munitions et le Traité sur le commerce des armes, où il a contribué de manière significative à la rédaction de certaines des dispositions clés de ces instruments juridiques. Le professeur Kuwali a publié de nombreux ouvrages, dont plusieurs livres et des dizaines d'articles évalués par des pairs. Ses publications les plus récentes comprennent la bibliographie d'Oxford sur *The Use of Force for Protection of Human Rights in Africa* et *The Palgrave Handbook on Sustainable Peace and Security in Africa*.

**M. Idriss M. Lallali** est le directeur adjoint et simultanément chef de l'unité d'alerte et de prévention au Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT) et est membre de l'équipe multidisciplinaire désignée par l'UA pour lancer le Centre.

Parmi ses principales responsabilités, citons : la direction de la conception et du développement du système d'alerte précoce du Centre en matière de lutte contre le terrorisme, la gestion d'une équipe d'analystes qui effectuent des analyses politiques, des études, des synthèses et des audits sur le terrorisme en Afrique. Auparavant, il a fourni une assistance aux consultants nommés par l'UA pour la loi type africaine antiterroriste, a géré la base de données de la communauté des points focaux et a dirigé le processus de suivi de la ratification des instruments africains et universels de lutte contre le terrorisme. M. Lallali dirige également une équipe d'experts qui évalue la capacité des États membres de l'Union africaine à lutter contre le terrorisme.

**Mme Angela Martin** est conseillère principale en matière de lutte contre le terrorisme au Bureau Afrique de l'USAID. Elle apporte plus de 30 ans d'expérience dans la conception, la gestion et la mise en œuvre de programmes pour des agences gouvernementales américaines telles que l'USAID, la Fondation pour le développement de l'Afrique et le Peace Corps, avec une expérience de terrain significative en Afrique occidentale, centrale et australe, ainsi que dans les Balkans. Elle est cadre supérieur et conseillère politique et possède une vaste expérience dans l'élaboration et l'application de décisions politiques visant à garantir la réussite de la mise en œuvre de projets sur le terrain. Elle a dirigé tous les aspects du lancement du programme Trans Sahara Counter

Terrorism Partnership (TSCTP) pour l'USAID et a mené de nombreuses évaluations sur le terrain du risque d'extrémisme violent en Afrique subsaharienne. Elle a dirigé l'élaboration par le Bureau Afrique de l'USAID de guides techniques qui servent de base à tous les programmes d'aide au développement visant à contrecarrer l'extrémisme violent (CVE) au sein de l'agence. Elle a créé et dispensé des formations basées sur les guides techniques à près de 200 praticiens dans 10 pays. Elle a collaboré de manière intensive avec des homologues nationaux et multinationaux dans le domaine de CVE. Avant son travail dans le domaine de CVE, elle a dirigé des programmes de transition post-conflit pour l'USAID/Office of Transition Initiatives avec des activités couvrant de multiples aspects de la stabilisation dans six pays et des transitions politiques dans trois pays.

**Dr. Gary Milante** est le directeur du programme Paix et développement du SIPRI. Ses recherches portent sur l'intersection entre la sécurité et le développement socio-économique, tout au long de sa carrière de chercheur et de conseiller politique. Des premiers principes basés sur la théorie du conflit et de la coopération à l'économétrie appliquée, l'analyse statistique et la modélisation. Le Dr Milante s'est attaché à rendre les problèmes complexes liés à l'enchaînement des réformes institutionnelles, à la conception des portefeuilles de développement, à la planification stratégique et à l'évaluation des besoins accessibles aux décideurs et aux praticiens sur le terrain, en mettant l'accent sur les besoins des États fragiles et touchés par des conflits.

**L'ambassadrice Fatima Kyari Mohammed** est l'observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies. En plus de ses fonctions de représentation, son mandat comprend le développement et le maintien de relations institutionnelles constructives et productives entre l'Union africaine et les institutions des Nations Unies, le soutien et la coordination des activités du Groupe africain aux Nations Unies ainsi que le suivi, la mise en œuvre et la promotion efficaces des décisions de l'Union africaine au sein du groupe africain dans les négociations multilatérales. Avant sa nomination, elle était conseillère spéciale principale à la Commission de la CEDEAO. Sa carrière s'étend sur plus de deux décennies et se concentre sur la paix, la sécurité, le développement socio-économique, l'intégration régionale, le développement des organisations et la gestion de projets dans les secteurs public et privé. Elle a étudié dans les domaines de la paix, de la sécurité, du développement et de la transformation des conflits (Université d'Innsbruck), de la gestion responsable et du développement économique durable (Université des Nations Unies pour la paix, Costa Rica) et de la Communication institutionnelle (Université européenne, Suisse). Elle est titulaire d'une licence en conception environnementale (ABU, Zaria, Nigéria). Elle est également une ancienne participante du Centre d'études stratégiques de l'Afrique et a reçu une bourse de la fondation Eisenhower (2016).

**Mme Chido Cleo Mpemba** est l'envoyée spéciale pour la jeunesse nommée par le président de la Commission de l'Union africaine le 1er novembre 2021, en tant que plus jeune diplomate et haut fonctionnaire du cabinet du président. Elle défend les intérêts de la jeunesse panafricaine et a pour mission d'utiliser ses forces, son influence et sa voix pour mener des actions qui changent la vie des jeunes dans les communautés. Elle a travaillé avec diverses institutions pour coordonner des activités axées sur l'équité sociale, la paix et la sécurité et la défense des politiques. Elle est titulaire d'une bourse Mandela Washington et a été sélectionnée dans le cadre de l'initiative des jeunes leaders africains du président Obama. Elle fait partie de la Global Shapers



Community, une initiative du Forum économique mondial, et a occupé des postes de direction, notamment en étant sélectionnée pour faire partie de la Global Taskforce, représentant la région Afrique, en tant qu'ancienne conservatrice du Hub et leader de la réalité climatique formée par l'ancien vice-président américain Al Gore. Mme Mpemba possède une solide expérience du secteur privé, ayant commencé sa carrière comme banquière à la Standard Chartered Bank pendant sept ans. Elle a également travaillé avec le ministre zimbabwéen de la jeunesse, des sports, des arts et de la culture, ainsi qu'avec la championne olympique Kirsty Coventry. Mme Mpemba figure dans le livre "Top 100 Go Getter Millennials" et dans le livre "The Women Excel" consacré aux femmes zimbabwéennes qui ont réussi. Elle a participé à une formation de haut niveau en matière de leadership en tant que membre invité du Rockefeller Center for Public Policy and Social Sciences du Dartmouth College. Elle est titulaire d'un MBA de la Midlands State University et d'une licence de l'université du Cap.

**Dr. Monde Muyangwa** est directrice du programme Afrique au Woodrow Wilson Center, où elle dirige des programmes visant à analyser et à proposer des options pratiques et réalisables pour répondre à certains des problèmes les plus critiques, actuels et à long terme de l'Afrique ; à encourager un dialogue axé sur les politiques et les options pour des relations plus fortes et mutuellement bénéfiques entre les États-Unis et l'Afrique ; et à remettre en question le récit dominant sur l'Afrique en améliorant la connaissance et la compréhension du continent aux États-Unis. Les domaines d'intérêt du Programme Afrique sont les suivants : i) gouvernance et leadership inclusifs ; ii) gestion des conflits et consolidation de la paix ; iii) commerce, investissement et développement durable ; et iv) évolution du rôle de l'Afrique sur la scène mondiale.

Avant de rejoindre le Wilson Center, Dr. Monde a été doyenne académique du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) à la National Defense University de 2002 à 2013. À ce titre, elle a supervisé l'ensemble des programmes d'études et des programmes du CESA, notamment dans les domaines suivants : études de sécurité, contre-terrorisme et menaces transnationales, relations civilo-militaires, économie de la défense et gestion des ressources, et gestion des conflits. Elle a également été professeure de relations civilo-militaires au CESA de 2000 à 2003. De 1997 à 2000, elle a travaillé comme directrice de la recherche, puis comme vice-présidente pour la recherche et la politique au Sommet national sur l'Afrique. De 1996 à 1997, elle a travaillé comme directrice des programmes d'éducation internationale à l'université New Mexico Highlands à Las Vegas, au Nouveau-Mexique. Elle a également été membre du conseil consultatif de l'indice Ibrahim de la gouvernance africaine, un projet de la Fondation Mo Ibrahim. Monde a également travaillé en tant que consultant en développement et en genre, et sur un large éventail de projets de développement en Afrique australe dans les domaines de l'éducation, du logement, de la santé et de la nutrition. Elle siège actuellement au conseil d'administration de Freedom House et au conseil d'administration de la fondation Elizabeth Glaser Pediatric AIDS (EGPAF).

Monde est titulaire d'un doctorat en relations internationales et d'une licence en politique, philosophie et économie de l'université d'Oxford, ainsi que d'une licence en administration publique et économie de l'université de Zambie. Elle a été boursière Rhodes, boursière Wingate et oratrice du discours d'adieu de l'université de Zambie pour sa promotion.

**M. Victor Ochen** est le fondateur et le directeur exécutif de l'African Youth Initiative Network (AYINET). Né dans le nord de l'Ouganda, il a passé 21 ans de son enfance comme réfugié dans

les camps, où il a survécu avec un seul repas par jour pendant plus de 7 ans. Il a grandi au milieu d'un conflit violent qui a déplacé plus de 3 millions de personnes, où plus de 60 000 enfants ont été enlevés et recrutés de force comme enfants-soldats, dont son propre frère. Son organisation a jusqu'à présent fourni des réparations médicales reconstructives à plus de 21 000 victimes de guerre (viols, mutilations, coups de feu). Confronté aux difficultés de la guerre et de la pauvreté, alors qu'il vivait dans les camps à l'âge de 13 ans, Ochen a formé un club de la paix et a courageusement mené la campagne de recrutement d'enfants soldats au milieu de la guerre dans le nord de l'Ouganda. Il a grandi pour devenir l'une des figures les plus importantes d'Afrique, une référence clé en matière de lutte pour les droits humains et la justice, un produit de la résilience, une personnification de la lutte. Il est un exemple de tolérance et d'activisme non-violent, qui travaille de manière créative pour s'attaquer aux causes profondes des conflits en Afrique. Le magazine Forbes a désigné Ochen en 2015 comme l'un des 10 hommes les plus puissants d'Afrique, tandis que l'archevêque Desmond Tutu a attesté que « mon cœur se gonfle de joie de voir Ochen comme l'un des nouveaux espoirs de l'Afrique ». Il est le premier Ougandais et le plus jeune Africain nommé pour le prix Nobel de la paix 2015. Ochen est le YGL et a reçu plusieurs prix, notamment le Traité Elyse en 2016 ; Pan-Commonwealth Youth Workers 2015, Mundo Negro Award 2016 ; tous reconnaissant son service aux personnes pauvres et son leadership inspirant pour la paix en Afrique. Il est l'ambassadeur de bonne volonté des Nations unies pour la paix et la justice, qui promeut l'objectif 16 des ODD. M. Ochen est membre du Groupe consultatif global du HCR sur le genre, le déplacement forcé et la protection.

**Dr. Ifesenachi Okafor-Yarwood** est maître de conférences à l'Université de St Andrews dont les recherches ont jusqu'à présent généré des idées critiques sur l'économie bleue, la justice environnementale, la sécurité humaine, la gouvernance maritime et la sécurité. Elle apporte un regard critique sur le concept de développement durable en relation avec la gestion des ressources marines et autres ressources naturelles et remet en question les hypothèses dominantes dans les domaines de la sécurité, de la justice environnementale et de la gouvernance maritime. Sa recherche multidisciplinaire combine des analyses empiriques (épistémologies indigènes), doctrinales, historiques et théoriques pour étudier les complexités qui façonnent la justice environnementale, la gouvernance et la sécurité des ressources maritimes et naturelles en Afrique.

**Mme 'Kemi Okenyodo** est directrice exécutive de l'initiative « Rule of Law and Empowerment », également connue sous le nom de Partners West Africa Nigeria (PWAN), une organisation non gouvernementale qui se consacre au renforcement de la participation des citoyens et à l'amélioration de la gouvernance en matière de sécurité au Nigeria et en Afrique de l'Ouest.

Elle a été chef d'équipe du volet policier du programme de réforme de la justice de sécurité soutenu par le Conflict, Stability and Security Fund (CSSF) du gouvernement britannique, où elle assure la direction technique, stratégique et programmatique du Nigeria Policing Programme (NPP), un programme travaillant avec les fournisseurs de services de police, le gouvernement et la société civile pour des services de police responsables au Nigeria, et le cas échéant, les partenaires du programme. D'août 2015 à décembre 2016, elle a apporté son soutien au chef de l'unité Sécurité et stabilisation des conflits en Afrique de l'Ouest sur la transition des opérations militaires vers une approche de police communautaire stabilisée dans le Nord-Est. Elle a également été chef d'équipe du programme d'intervention « Responsabilité de la police » du

programme Justice 4 All (J4A), un programme du secteur de la justice, financé par le ministère britannique du développement international (DFID) et mis en œuvre par le British Council.

'Kemi a plus de 15 ans d'expérience dans le secteur de la justice et de la sécurité et dans les questions de gouvernance au Nigeria et en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans la gestion des ONG. Elle s'intéresse particulièrement à la responsabilité de la police, à l'engagement des citoyens envers les institutions de sécurité, à l'évolution des acteurs non étatiques et à leur contribution à l'amélioration de la sécurité publique, au genre et au maintien de l'ordre, aux réformes du système de justice pénale - en particulier les réformes judiciaires et la défense juridique des personnes indigentes, à l'intégration de la participation des femmes dans les questions de sécurité et de gouvernance et à la gestion de la sécurité des élections. Elle est diplômée de la faculté de droit de l'université de Lagos, membre du barreau du Nigeria, du Réseau africain du secteur de la sécurité et ancienne élève du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) et secrétaire générale du chapitre des anciens élèves du Nigeria.

**M. Camlus Ouma Omogo** est le directeur du mécanisme d'alerte précoce et de réponse aux conflits de l'IGAD (IGAD-CEWARN) depuis mai 2016. Il a rejoint IGAD-CEWARN en 2012, initialement en tant que premier responsable du suivi et de l'évaluation, au cours duquel il a élaboré et dirigé la mise en œuvre du premier cadre de suivi et d'évaluation du mécanisme et soutenu le développement du système global de suivi et d'évaluation de l'IGAD. Sous sa direction, IGAD-CEWARN a élargi l'orientation thématique et géographique de son système d'alerte précoce et de réponse aux conflits, permettant ainsi au mécanisme de soutenir la région avec une analyse stratégique des conflits nécessaire à une prise de décision efficace dans la période d'incertitude actuelle.

M. Omogo a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la paix et de la sécurité, notamment en tant que praticien et consultant en consolidation de la paix (formation, animation de dialogues de paix communautaires, animation d'ateliers de consolidation de la paix et de résolution de problèmes, planification stratégique, recherche et analyse, etc.) pour diverses organisations au Kenya et en Afrique de l'Est. Il a publié des chapitres sur la paix et la sécurité dans des livres édités. Il a participé à des formations professionnelles, des forums et des séminaires, notamment le séminaire des leaders émergents du secteur de la sécurité de du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique à Washington, DC, en octobre 2017. Il a contribué aux processus de contrôle des armes légères, notamment en tant que coordinateur du Réseau d'action kenyan sur les armes légères (KANSA), membre du conseil d'administration du Réseau d'action d'Afrique de l'Est sur les armes légères (EAANSA), membre du conseil consultatif du Réseau d'action international sur les armes légères (IANSA), ainsi que membre d'un comité qui a rédigé la politique nationale du Kenya sur la consolidation de la paix et la gestion des conflits et le plan d'action national du Kenya sur les armes légères. Il a participé à diverses réunions nationales, régionales et internationales sur le contrôle des armes légères, notamment en tant que membre de la délégation kenyane aux Nations unies (New York) lors des négociations du programme d'action des Nations unies sur les armes légères et de petit calibre (UNPOA) et du traité sur le commerce des armes qui a suivi.

Il est titulaire d'une maîtrise en études internationales sur la paix (Joan B. Kroc Institute for International Peace Studies, Université de Notre Dame, États-Unis) grâce à une bourse Fulbright. Il est également titulaire d'un diplôme d'études supérieures en planification et gestion de projets

de l'Université catholique d'Afrique orientale (Nairobi, Kenya) et d'une licence en philosophie de l'Université Urbaniana (Rome).

**Dr. Aloysius Uche Ordu** est senior fellow et directeur de l'Africa Growth Initiative au sein du programme Global Economy and Development de Brookings. Avant d'occuper ce poste, il était associé directeur chez Omapu Associates LLC, un cabinet de conseil et de consultation. À ce titre, il a été conseiller principal du laboratoire d'innovation politique du Fonds africain de développement, créé dans le cadre du Fonds fiduciaire Bill & Melinda Gates pour soutenir les efforts du Groupe de la Banque africaine de développement visant à redynamiser le financement concessionnel afin de répondre à la réalité changeante de ses clients. En tant que conseiller principal, il a supervisé une équipe politique qui a préparé le "Rapport du panel de haut niveau sur la transformation de la confiance dans le Groupe de la BAD en influence".

Dr. Ordu était auparavant vice-président de la Banque africaine de développement. À ce titre, il était responsable des départements régionaux de la Banque, ainsi que des départements des politiques, des fiduciaires, des partenariats et de la mobilisation des ressources. Il a supervisé la reconstitution du Fonds africain de développement, a dirigé la décentralisation du personnel du Groupe de la Banque vers les bureaux nationaux à travers le continent africain, a présidé le comité des opérations, a joué un rôle actif dans le comité de coordination de la haute direction et a représenté la direction de la Banque dans les réunions du comité du conseil d'administration. Avant d'être nommé vice-président, il était directeur régional pour l'Afrique orientale (couvrant le Burundi, le Kenya, le Rwanda, les Seychelles, la Tanzanie et l'Ouganda). À ce titre, il a introduit des innovations dans la formulation des stratégies par pays, un travail économique et sectoriel rigoureux sur le plan analytique, et une attention particulière à la gestion rapide du portefeuille et à l'assurance qualité.

Avant de rejoindre la Banque africaine de développement, Dr. Ordu a travaillé à la Banque mondiale pendant plus de deux décennies et a occupé diverses fonctions de direction et de gestion, notamment celle de directeur des opérations, de la politique et des services aux pays. À ce titre, il représentait la direction de la banque dans les réunions des comités du conseil d'administration. Il a également occupé les fonctions de directeur des opérations pour la région Amérique latine et Caraïbes, de directeur de pays (Manille, Philippines), de responsable de l'efficacité du développement dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et de coordinateur du programme des jeunes professionnels, la source de talents du Groupe de la Banque mondiale.

Dr. Ordu est membre du conseil d'administration du Fonds de partenariat pour la transparence. Il a été consultant principal auprès de l'Organisation météorologique mondiale, du Programme des Nations unies pour l'environnement, de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale. Ses recherches portent sur la politique commerciale, l'intégration économique régionale, la gouvernance, l'économie de la santé publique et le financement des infrastructures. Il a publié de nombreux commentaires sur les affaires africaines par le biais de la revue Africa in Focus de l'AGI et du journal East African basé à Nairobi.

Dr. Ordu est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Sussex, d'une maîtrise en économie quantitative de l'université de Bristol et d'une licence en économie et en droit de l'University College de Cardiff, au Pays de Galles (Royaume-Uni).

**Dr. Joseph Siegle** dirige le programme de recherche du CESA, qui produit les séries *Africa Security Briefs*, *Documents de recherche*, *Rapports spéciaux*, *Eclairages* et *Infographics* du Centre, dans le but de générer des analyses pertinentes pour les politiques qui contribuent à relever les défis de la sécurité en Afrique. Les intérêts de recherche du Dr Siegle comprennent la compréhension du rôle de la gouvernance dans la promotion de la sécurité et du développement, les tendances en matière de sécurité en Afrique, la stabilisation des États fragiles, les transitions démocratiques et le renforcement des institutions de responsabilité démocratique. Il a écrit de nombreux articles pour des journaux et des revues politiques de premier plan et il analyse régulièrement les médias.

Avant de rejoindre le CESA, il était membre de Douglas Dillon au Council on Foreign Relations, chercheur principal au Center for International and Security Studies de l'Université du Maryland et conseiller principal pour la gouvernance démocratique à la DAI. Pendant plus de dix ans, il a occupé diverses fonctions sur le terrain dans toute l'Afrique, ainsi qu'en Asie et dans les Balkans, au sein de l'ONG internationale World Vision et en tant que volontaire du Peace Corps.

Le Dr Siegle est titulaire d'un doctorat en sécurité internationale et politique économique de l'école de politique publique de l'université du Maryland et d'une maîtrise en économie agricole, avec un accent sur la sécurité alimentaire en Afrique, de l'université d'État du Michigan.

**M. Mark Stamilio** est le directeur principal des affaires africaines au sein du bureau du sous-secrétaire à la défense pour la politique (OSD Policy). À ce titre, il soutient le secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires africaines dans la gestion des relations de défense entre les États-Unis et 53 nations africaines. Il soutient également le secrétaire adjoint à la Défense pour la politique et le secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires de sécurité internationale en développant et en mettant en œuvre des stratégies et des politiques de sécurité intégrales pour faire progresser la coopération en matière de défense et de sécurité sur le continent africain.

Les précédentes affectations de M. Stamilio au sein de l'OSD Policy ont été celles de directeur adjoint pour la Russie et le contrôle des armes conventionnelles, de directeur pour la politique humanitaire internationale et de directeur pour la politique relative aux détenus. Avant de rejoindre l'OSD Policy, M. Stamilio a travaillé en tant qu'agent du service extérieur pour le Département d'État américain en Colombie, au Paraguay et au bureau de l'ambassadeur itinérant pour les questions de crimes de guerre, et en tant que juge-avocat de l'armée américaine au Panama, au Honduras et en Allemagne.

M. Stamilio est titulaire d'un baccalauréat ès arts en administration publique, avec distinction, de l'université de Georgetown, d'un doctorat en droit du Georgetown University Law Center et d'un master en stratégie de sécurité nationale du National War College.

**Dr. Ibrahim Wani** est un consultant indépendant qui a été conseiller principal pour le séminaire des hauts dirigeants du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Le Dr Wani a été chef de la Division de la recherche et du droit au développement au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits humains à Genève, en Suisse, et a précédemment occupé le poste de représentant régional au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits humains à Addis-Abeba, en Éthiopie. Le Dr Wani a été membre de la faculté et doyen académique du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) jusqu'en 2002. Le Dr Wani est arrivé au CESA après une carrière dans le milieu universitaire, le développement international et institutionnel et le service public. Il a été professeur de droit aux facultés de droit de l'Université de Virginie et de l'Université du

Missouri, aux États-Unis. Le Dr Wani a occupé plusieurs fonctions à la Banque mondiale, au siège de la Banque à Washington, D.C., et en tant que conseiller juridique de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, parrainée par la Banque mondiale, à Harare, au Zimbabwe. Le Dr Wani a également été directeur du programme Afrique au sein de l'International Human Rights Law Group (maintenant Global Rights) à Washington, D.C., de 1997 à 1999. Il a commencé sa carrière dans le service diplomatique en Ouganda, où il a occupé le poste de juriste à la mission de l'Ouganda auprès des Nations unies et a participé à plusieurs conférences de traités des Nations unies, notamment la 3e conférence des Nations unies sur le droit de la mer et la conférence des Nations unies sur le droit commercial international. Le Dr Wani a obtenu une licence en droit (LL.B) de l'université de Makerere en Ouganda et les diplômes LLM et SJD de la faculté de droit de l'université de Virginie. Il a participé à de nombreux programmes du CESA, notamment au Botswana (2000), en Éthiopie (2003), au Gabon (2001), au Ghana (2001), au Kenya (2000, 2001, 2002), au Sénégal (1999, 2002), au Togo (2000) et à Washington, D.C. (2000, 2001, 2002).

**Dr. Paul D. Williams** est professeur d'affaires internationales et directeur associé du programme de maîtrise en études de politique de sécurité à l'université George Washington. Ses recherches portent sur la politique et l'efficacité des opérations de paix, la dynamique de la guerre et de la paix en Afrique, et les menaces émergentes en matière de sécurité internationale. Entre 2012 et 2019, le Dr Williams a été conseiller principal non résident à l'Institut international de la paix à New York. Il a également été chercheur invité au Woodrow Wilson Center for International Scholars, professeur invité à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité de l'université d'Addis-Abeba, en Éthiopie, et chercheur invité à l'université de Georgetown et à l'université du Queensland, en Australie. Le Dr Williams est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Understanding Peacekeeping* (Polity Press, 3e édition, 2021) ; *Fighting for Peace in Somalia : A History and Analysis of the African Union Mission (AMISOM), 2007-2017* (Oxford University Press, 2018) ; et *War and Conflict in Africa* (Polity Press, 2e édition, 2016).